

Commune de Vaumarcus

REGLEMENT D'APPLICATION

Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE)

Version : 1.0 – ic

Date : 7 novembre 2016

REGLEMENT DES CONSTRUCTIONS :**PARTIE « EVACUATION ET TRAITEMENT DES EAUX »**

(Ce règlement a pour but de mettre en application au niveau communal les législations fédérales et cantonales, en particulier les articles 3 et 5 du règlement cantonal d'exécution de la loi sur les eaux. Il fait partie intégrante du PGEE)

Chapitre 1 : Dispositions générales**Article 1***Protection des eaux*

L'autorité communale prend, dans les limites des législations fédérale et cantonale, les mesures nécessaires pour protéger les eaux contre toute atteinte nuisible.

Elle fait établir le Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE).

Article 2*Plan Général
d'Evacuation des Eaux
PGEE*

Le Plan Général d'Evacuation des Eaux définit les principes généraux pour l'évacuation des eaux. Il fixe notamment :

- a) le périmètre d'assainissement, dans lequel les réseaux d'égouts publics sont construits
- b) les zones dans lesquelles les eaux sont évacuées selon le système séparatif
- c) les zones dans lesquelles les eaux sont évacuées selon le système unitaire
- d) les zones dans lesquelles les eaux non polluées doivent être évacuées par infiltration.

Article 3*Systèmes séparatif, et
unitaire, définitions*

Dans le système séparatif, les eaux usées sont collectées séparément des autres eaux et déversées dans les égouts. Les collecteurs d'égouts publics conduisent les eaux usées pour traitement à la station d'épuration.

Dans le système unitaire, les eaux usées et les autres eaux sont évacuées par une canalisation unique vers la station d'épuration.

Article 4*Collecteurs publics
d'évacuation des eaux*

Les collecteurs publics d'évacuation des eaux sont exécutés par l'autorité communale sur la base du PGEE, au fur et à mesure des nécessités d'ordre général.

Tant que l'intérêt public n'est pas démontré, l'autorité communale n'est pas tenue à une extension des réseaux existants.

Article 5

Les collecteurs privés d'évacuation des eaux permettent d'évacuer les eaux du bien-fonds des propriétaires. Ils sont exécutés et entretenus par les propriétaires des constructions raccordées.

Dans le domaine public, les canalisations privées sont à bien plaie.

*Collecteurs privés
d'évacuation des eaux*

Chapitre 2 : Principes d'évacuation des eaux**Article 6**

Dans le périmètre d'assainissement, les propriétaires sont tenus de raccorder les eaux usées de leur bien-fonds au réseau d'égouts public.

Le cas des exploitations agricoles avec garde d'animaux de rente demeure réservé en application des législations fédérale et cantonale.

*Obligation de
raccordement des eaux
usées*

Article 7

L'évacuation et le traitement des eaux artisanales, industrielles ou autres sont soumis à l'autorité cantonale.

*Evacuation des eaux
artisanales, industrielles
ou autres*

Article 8

Sont considérées comme eaux non polluées dans le cadre du présent règlement :

- les eaux pluviales de toiture
- les eaux pluviales de places exemptes de trafic
- les eaux pluviales des voies d'accès, chemins, aires de stationnement de véhicules légers
- les eaux des fontaines
- les eaux de drainages
- les eaux souterraines, de sources et de puits
- les eaux de refroidissement non polluées
- les autres eaux non polluées désignées de cas en cas par l'autorité communale en application des dispositions fédérales et cantonales.

*Evacuation des eaux non
polluées*

Les eaux non polluées doivent être récoltées séparément et être évacuées par infiltration.

Les eaux non polluées qui ne peuvent être infiltrées doivent être raccordées au collecteur d'eaux claires ou, après autorisation de l'autorité cantonale, être évacuées directement dans les eaux superficielles (cours d'eau, lac), selon les dispositions de l'article 15.

Dans les zones où subsiste un collecteur unique pour la collecte des eaux usées et des eaux non polluées, les eaux non polluées qui ne peuvent être infiltrées peuvent être réunies dans un regard avec les eaux usées, avant de pénétrer sur le domaine public et d'être raccordées au collecteur principal par une canalisation unique.

Article 9

Tout propriétaire est tenu de recueillir et d'évacuer de manière appropriée les eaux de ruissellement des surfaces imperméables avant leur écoulement sur le domaine public.

Eaux de ruissellement

Chapitre 3 : Exécution

Article 10

Pour toute nouvelle construction, le maître de l'ouvrage présente, avant d'asseoir les fondations d'un bâtiment, un plan des canalisations à une échelle suffisante (1 : 50 ou 1 : 100) établi selon les règles de l'art et montrant :

Plan

- l'emplacement des colonnes de chute, des descentes de toit,
- les grilles de cour,
- les canalisations de raccordement aux collecteurs publics,
- l'installation d'infiltration,
- les calculs justifiant les dimensions des séparateurs et fosses.

Le maître de l'ouvrage produit l'autorisation écrite de passer sur un fonds voisin et d'inscrire une servitude au registre foncier.

Article 11

Les canalisations de raccordement des biens-fonds aux collecteurs publics doivent être exécutées dans les règles de l'art et satisfaire aux prescriptions des normes SN 592'000 et SIA 190.

Exécution des canalisations de raccordement

Chaque canalisation de raccordement doit être étanche et suffisamment solide pour résister aux charges et aux effets mécaniques.

Elle doit être exécutée selon une pente optimale, orientée dans la direction d'écoulement du collecteur public et raccordée de manière à déboucher dans le tiers supérieur de celui-ci. Si les circonstances le justifient, le conseil communal peut autoriser des dérogations à cette prescription.

Le Conseil communal peut obliger les propriétaires de canalisations posées dans le domaine public, à enrober celles-ci de béton si les conditions techniques l'exigent.

Article 12*Regards de contrôle*

Les canalisations de raccordement doivent être munies d'un regard de contrôle avant de pénétrer dans le domaine public.

Dans certains cas le conseil communal peut aussi exiger la construction d'un regard de contrôle au point de raccordement de la canalisation privée sur le collecteur public.

Ces regards sont établis aux frais des propriétaires raccordés.

Article 13*Section minimale*

Sous le domaine public, les canalisations de raccordement doivent avoir un diamètre minimal de 0,15 m. Des canalisations d'un diamètre inférieur à 0,15 m, mais au minimum de 0,125 m, ne sont admises que pour l'écoulement des eaux claires.

Article 14*Raccordement au collecteur public*

Le raccordement d'une canalisation au collecteur du réseau public doit être étanche et exécuté dans les règles de l'art. Le conseil communal prescrit la façon du raccordement et les matériaux à utiliser.

Article 15*Infiltration des eaux non polluées*

Le PGEE définit les zones d'infiltrabilité des eaux non polluées ainsi que les directives d'application.

En cas d'impossibilité d'appliquer le système approprié, c'est au maître de l'ouvrage de faire la démonstration de ladite impossibilité au moyen du protocole des essais d'infiltration effectués sur le terrain selon les directives cantonales. Le raccordement des eaux non polluées au réseau de collecteurs publics ou dans les eaux superficielles est soumis à l'autorité cantonale.

Le PGEE définit les zones où l'infiltration n'est pas envisageable ou pas tolérée. A l'intérieur de ces zones, seul le raccordement des eaux non polluées évacuées directement dans les eaux superficielles (cours d'eau ou lac) est soumis à l'autorité cantonale.

Article 16*Mesures de rétention*

Le Conseil communal peut exiger que des mesures de rétention soient prises, aux frais des propriétaires, afin de régulariser les écoulements en cas de fort débit.

Article 17

Avant le remblayage de la fouille d'une canalisation de raccordement, d'une installation d'infiltration ou de toute autre installation de traitement des eaux soumise à autorisation, le maître de l'ouvrage est tenu d'aviser le conseil communal afin que celui-ci puisse contrôler la bienfaisance du travail.

Contrôle

Un relevé de l'implantation des canalisations et installations exécutées est établi par la Commune à la charge du propriétaire et transmis au plus tard 30 jours après la fin des travaux.

Article 18

L'évacuation et le traitement des eaux de chantier s'effectuent conformément à la recommandation SIA 431.

*Evacuation et traitement des eaux de chantier***Chapitre 4 : Mise en application****Article 19**

Les dispositions des articles 5 à 18 s'appliquent aux nouvelles constructions et aux transformations importantes d'immeubles existants.

Mise en application

Dans les secteurs où il est procédé à une transformation en séparatif, à une remise en état ou à une nouvelle construction de collecteurs publics, le Conseil communal peut obliger les propriétaires à se mettre en conformité selon les articles 5 à 18.

Dans les secteurs déjà équipés en collecteurs publics séparatifs, le Conseil communal peut obliger les propriétaires de bien-fonds subsistants en unitaire à se mettre en conformité selon les articles 5 à 15 dans un délai de 5 ans.

Si, pour des raisons techniques, le coût de la mise en séparatif de certains écoulements d'eau pluviale est disproportionné par rapport au but visé, le Conseil communal peut autoriser le maintien du raccordement aux eaux usées.

Article 20

Les frais de construction, de raccordement et de mise en conformité des réseaux privés selon les articles 5 à 16 sont supportés en totalité par les propriétaires concernés.

Frais de raccordement et de mise en conformité

Dans les cas de mise en conformité, lorsque les travaux sont exécutés simultanément et au même endroit que des travaux effectués par le conseil communal sur le domaine public, l'autorité communale peut participer aux frais des travaux à charge des privés.

Cette participation s'élève à 20 % des frais des travaux effectués sous le domaine privé et à 50 % des frais de raccordement ou de mise en conformité des réseaux privés situés sous le domaine public. Le montant total de la participation de la Commune est plafonné à Frs 2'000.- par cas.

Article 21

Les frais de construction des installations d'infiltration et de leurs canalisations de raccordement sont supportés en totalité par les propriétaires concernés.

Frais de construction des installations d'infiltration

Dans les cas de mise en conformité, la Commune peut participer aux frais des travaux de construction des installations d'infiltration et de leurs canalisations de raccordement à charge des privés.

La Commune participe pour une part de 50 %, aux frais de mise en conformité des installations d'infiltration lorsque celles-ci sont réalisées dans les zones prévues par le PGEE et conformément aux directives du conseil communal. Le montant de cette participation est plafonné à 20 Frs/m² de surface imperméable infiltrée, jusqu'à concurrence de Frs 2'000.-- par cas.

Les participations présentées aux art. 20 et 21 ne sont pas cumulables.

Chapitre 5 : Modifications

Article 22

Toute construction, transformation, modification ou réparation de canalisation de raccordement, d'installation d'infiltration ou d'ouvrage de traitement des eaux est subordonnée à une autorisation délivrée par le Conseil communal.

Modification de canalisations ou d'installations privées

Article 23

Il est interdit de percer, traverser, modifier ou détruire un collecteur ou une canalisation publics sans l'autorisation de la Commune. Toute modification apportée au réseau de canalisations publiques sera à la charge du requérant (domaine public ou privé).

Modification de canalisations publiques

Toute utilisation des réseaux de canalisations publiques en vue d'y installer ou d'y faire traverser des conduites ou des câbles est interdite sauf autorisation spéciale du conseil communal.

Chapitre 6 : Entretien

Article 24

Les propriétaires sont tenus de tolérer les travaux d'entretien et de réparation des canalisations publiques sises sur leur terrain. Demeure réservée la réparation des dommages causés par ces travaux.

Entretien des canalisations publiques sur terrains privés

Article 25

Les canalisations de raccordement privées ainsi que les ouvrages privés de pré-traitement sont entretenus par leurs propriétaires et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement (y compris curage, inspection, ...).

Entretien des canalisations privées et des ouvrages de pré-traitement

Les frais d'entretien sont supportés par les propriétaires.

Article 26

Le Conseil communal peut obliger les propriétaires à réparer ou à reconstruire à leurs frais leurs canalisations de raccordement ou autres canalisations qui, par un défaut de construction ou un manque d'entretien, ne répondent plus aux exigences de la protection des eaux, de l'hygiène publique ou nuisent au bon fonctionnement des collecteurs et installations publics.

Si ces ouvrages sont communs à plusieurs propriétaires, la charge de réparation et d'entretien incombe à chacun d'eux, en proportion de leur intérêt.

Canalisations privées défectueuses

Article 27

Les installations d'infiltration des eaux non polluées sont entretenues par leurs propriétaires et doivent être maintenues en parfait état de fonctionnement.

Les frais d'entretien sont supportés par les propriétaires.

Entretien des installations d'infiltration des eaux non polluées

Article 28

Le Conseil communal peut obliger les propriétaires à réparer ou à reconstruire à leurs frais leurs installations d'infiltration des eaux non polluées qui, par un défaut de construction ou un manque d'entretien, ne répondent plus aux exigences de protection des eaux souterraines ou occasionnent des dommages à la propriété d'autrui.

Si ces installations sont communes à plusieurs propriétaires, la charge de réparation et d'entretien incombe à chacun d'eux, en proportion de leur intérêt.

Installations d'infiltration défectueuses

Chapitre 7 : Divers

Article 29

Il est interdit d'introduire dans les canalisations publiques des matières liquides, solides ou gazeuses qui, par leur nature, par leur mélange ou leur concentration, peuvent endommager les canalisations ou les installations d'épuration, gêner leur fonctionnement ou être à l'origine de dangers pour la sécurité ou la salubrité.

Restrictions à l'utilisation des canalisations et collecteurs publics

Article 30

Il est interdit d'introduire dans les installations d'infiltration des matières liquides, solides ou gazeuses qui, par leur nature, par leur mélange ou leur concentration, peuvent polluer le sol et les eaux.

Restrictions à l'utilisation des installations d'infiltration des eaux non polluées

Article 31

Hors du périmètre d'assainissement, les eaux usées et les autres eaux polluées provenant des bâtiments isolés ou d'autres activités permanentes ou temporaires sont traitées aux frais de leurs propriétaires dans des installations agréées par l'autorité cantonale qui fixe les exigences de rejet.

Evacuation et traitement des eaux hors du périmètre d'assainissement

Ces installations sont régulièrement entretenues et, si nécessaire, vidangées. Tous les frais sont à la charge des propriétaires.

Article 32

Le Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE), fait partie intégrante du présent règlement.

Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE)

Article 33

Les installations des exploitations agricoles telles que silos, étables, aires à fumier et fosses à purin doivent être conçues de manière à éviter toute pollution des eaux superficielles ou souterraines. Ces installations sont soumises à autorisation.

Installations agricoles

Il est interdit de conduire les eaux provenant de ces installations dans les égouts, les canalisations d'eau claire et les canalisations de drainages.

Chaque fumièrre doit posséder une assise en béton armé, empêchant le ruissellement du purin et une fosse étanche.

Article 34

La taxe d'épuration est fixée par un arrêté du conseil communal, elle peut être modifiée en tout temps.

Taxe d'épuration

Article 35

Le conseil communal de Vaumarcus est chargé de l'application du présent arrêté, qui entrera en vigueur à l'expiration du délai référendaire, après sanction par le Conseil d'Etat et dès la publication dudit arrêté dans la Feuille Officielle.

Entrée en vigueur

Ainsi adopté en séance du Conseil général, le 8 décembre 2016

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le Président

La Secrétaire

M. J.-C. Junod

Mme M.-T. Perret



**Rapport du Conseil communal au Conseil général sur le règlement
du Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE)**

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Lors de l'exécution des travaux liés au PGEE en 2002 – 2005 (phases 1 et 2), notre commune n'avait pas authentifié et sanctionné son règlement communal d'application concernant l'évacuation et le traitement des eaux. Pour la phase 3 qui à démarrer ce mois, nous l'avons réactualisé en nous basant sur le règlement-type de l'Etat. La majorité des communes neuchâteloises l'ont d'ailleurs mis en vigueur pour la mise en place de leur propre PGEE.

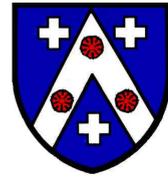
Ce règlement a pour but de mettre en application au niveau communal les législations fédérales et cantonales.

Il règle les droits et devoirs des parties concernées par la mise en séparatif des eaux de consommation, des eaux claires et des eaux de surface entre la commune (maître d'œuvre) et l'ensemble des propriétaires dont l'obligation est de se raccorder aux différentes canalisations mises en place.

Aussi, nous vous invitons, au vu de ce rapport, à accepter le règlement d'application du PGEE et vous en remercions.

Vaumarcus, le 9 novembre 2016

Le conseil communal



DOSSIER : **5040**
 PLAN N° : -
 FORMAT : 105 x 60 cm
 ECHELLE : 1:500
Annexe 7



DATE	DESS.	CONTR.	MODIFICATIONS
03.12.2015	RP/DVI	BH	Version initiale
A			
B			
C			
D			
E			

REMARQUES DIVERSES
 L'UTILISATEUR DE CE PLAN EST TENU DE VÉRIFIER L'EMPLACEMENT DES CONDUITES ET CANALISATIONS AUPRES DES SERVICES CONCERNÉS AVANT TOUTES INTERVENTIONS.

Ref.: \Sd\adin\Affaires\5040\Tech\Plans\Autocad\PLANS\5040_P002_EAUX USEES ET CLAIRES.dwg

LEGENDE

Existant

- EC (eaux claires)
- EC (dépotoirs, chambres)
- EU (eaux usées)
- EU (chambres)
- EM (eaux mixtes)
- EM (chambres)

Projet

- EC (eaux claires)
- EC (chambre, dépotoirs, cunettes)
- EC (degraisseur)
- EU (eaux usées)
- EU (chambres)
- EU étape ultérieure

